

*Le présent règlement intérieur a pour objet de prendre en compte les modifications issues du décret portant intégration d'ASD avec notamment les points concernant les délégations de compétence et la création d'un conseil de l'appui. L'objectif est de le présenter au CA du mois de mars.*

## **Règlement intérieur de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro)**

Le présent règlement intérieur s'applique à l'Institut Agro et à ses écoles. Il est complété par les règlements intérieurs des écoles dans le cadre qu'il fixe, étant entendu qu'aucune disposition des règlements intérieurs des écoles ne peut faire obstacle à l'application des présentes dispositions.

### **TITRE Ier – ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

#### **Article 1<sup>er</sup> – Organisation générale**

Conformément à l'article 5 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, l'Institut comprend des écoles, des services et des services communs. Son siège est fixé 42 rue Scheffer à Paris 16<sup>ème</sup>.

#### **Article 2 – Gouvernance de l'Institut**

Conformément à l'article 7 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, l'Institut est administré par un conseil d'administration assisté d'un conseil scientifique et d'un conseil des enseignants. Il est dirigé par un directeur général, assisté d'un secrétaire général, auprès duquel est constitué un comité des directeurs comprenant les directeurs d'écoles et les directeurs d'établissements associés.

En outre, il est institué un conseil de l'appui à l'enseignement technique agricole, chargé d'assister le conseil d'administration. Il constitue un lieu d'information, de consultation, de réflexion et de proposition d'orientations stratégiques et de recommandations en matière d'appui à l'enseignement technique agricole. Il constitue également un lieu privilégié de réflexion et de propositions sur les coopérations enseignement technique/ enseignement supérieur/ recherche. Ce conseil opère, en étroite articulation, avec le conseil scientifique, le conseil des enseignants de l'Institut, et les instances des écoles.

Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont décrites au titre III du présent règlement.

Le comité des directeurs est réuni au moins une fois par mois par le directeur général, en présentiel ou par visioconférence. Le secrétaire général de l'Institut et, en tant que de besoin, les secrétaires généraux des écoles, participent aux réunions du comité de direction auxquelles le directeur général peut inviter toute personne dont la présence est jugée utile.

### **TITRE II – LES ECOLES**

#### **Article 3 – Les écoles**

Les écoles exercent tout ou partie des missions de l'Institut définies à l'article 4 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019. Dans le cadre fixé par le décret statutaire et l'Institut, elles sont dotées d'une forte autonomie en matière d'organisation, de formation, de recherche et financière.

Chaque école met en œuvre pour le site qui la concerne la politique de site de l'Institut.

Chaque école dispose d'un règlement intérieur d'école, adopté par son conseil d'école, précisant les responsabilités et l'organisation qui sont les siennes, dans le cadre fixé par le présent règlement intérieur.

### Article 3.1 – Liste des écoles

Conformément à l'article 27 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 et à l'article 1 du décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021, l'Institut Agro comprend 3 écoles :

- l'Institut Agro Rennes-Angers
- l'Institut Agro Montpellier
- l'Institut Agro Dijon

### Article 3.2 – Gouvernance des écoles

Conformément à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, chaque école est dirigée par un directeur assisté d'un secrétaire général.

Un comité de direction, dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur de l'école, est constitué auprès du directeur de l'école.

Le directeur d'école représente l'Institut dans tous les actes pour lesquels il a reçu délégation. Conformément à l'article 24 du décret du 26 décembre 2019 précité, il est ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses pour l'exécution du budget propre de l'école.

Il assure, sous l'autorité du directeur général, le bon fonctionnement de l'école, conformément à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019.

Sous réserve des prérogatives du directeur général de l'Institut, chaque directeur d'école exerce les attributions suivantes dans le cadre de la stratégie de l'Institut :

- 1° Il fixe l'ordre du jour et prépare les séances du conseil d'école ;
- 2° Il recueille les avis et les propositions du conseil de l'école et les transmet, le cas échéant, à l'instance de l'Institut concernée ;
- 3° Il s'assure de la bonne exécution des décisions prises par le conseil de l'école dans les domaines qui relèvent de sa compétence conformément au décret statutaire ;
- 4° Il prépare le projet de budget propre intégré de l'école dans les limites des ressources allouées par l'Institut et le soumet à l'adoption du conseil d'école ;
- 5° Sous réserve des attributions dévolues à d'autres autorités par les textes en vigueur, il a autorité sur les agents de l'école conformément à l'article 12 du décret du 26 décembre 2019 précité ;
- 6° Il élabore le règlement intérieur de l'école, dans le cadre fixé par le présent règlement intérieur, et le soumet à l'adoption du conseil d'école ;
- 7° Conformément à l'article 12 du décret du 26 décembre 2019 précité, il est responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité au sein de l'école ;
- 8° Il élabore les règlements de scolarité des formations de l'école dans le respect des règles fixées par le règlement des études de l'Institut et les soumet à l'adoption du conseil d'école ;
- 9° Il propose et met en œuvre la stratégie de l'école, et notamment les orientations de l'école en matière de formation initiale et continue, de recherche et valorisation, de partenariat et d'appui à l'enseignement agricole dans le cadre stratégique fixé par le conseil d'administration de l'Institut ;

Conformément à l'article 11 du décret du 26 décembre 2019 précité, le directeur d'école peut bénéficier d'une délégation de certaines attributions du directeur général dans les limites et les conditions fixées par le conseil d'administration. Il peut également bénéficier d'une délégation de signature du directeur général dans les limites de ses attributions. Le directeur d'école peut déléguer ou subdéléguer sa signature à des membres du personnel d'encadrement de l'école, dans la limite de leurs attributions.

### **Article 3.3 – Organisation des écoles**

Les écoles peuvent être composées de départements, de directions, de pôles thématiques, de services, de domaines agricoles ou d'autres composantes. Le règlement intérieur de l'école fixe la liste de ses composantes, ainsi que leurs missions, leur organisation et leurs modalités de fonctionnement.

### **Article 3.4 – Les instances des écoles**

Conformément à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, chaque école dispose d'un conseil d'école assisté de trois commissions :

- la commission des enseignants ;
- la commission de la recherche et de l'innovation ;
- la commission de l'enseignement et de la vie étudiante.

Le règlement intérieur de chaque école peut prévoir l'existence, les attributions et la composition d'autres instances consultatives pour associer les personnels aux activités et fonctionnement des entités.

La durée du mandat des membres du conseil d'école et des trois commissions est de quatre ans à compter de la date de leur première réunion suivant leur désignation, à l'exception de celui des représentants des étudiants qui est d'un an. Leur mandat est renouvelable ; les membres élus disposent d'un suppléant. Le mandat des membres prend fin lorsqu'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été élus ou nommés. En cas de vacance d'un siège pour quelque cause que ce soit, le membre sortant est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat en cours. En l'absence de suppléant, un autre membre est nommé ou élu dans les mêmes conditions pour la durée restante du mandat en cours.

Dès lors que toutes les instances de l'Institut sont renouvelées, il est également procédé au renouvellement des instances des écoles.

Tout membre d'un conseil ou d'une commission empêché d'assister à tout ou partie d'une séance peut donner procuration à un autre membre. Toutefois, les membres élus sont représentés par leur suppléant et ne donnent procuration qu'en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Aucun membre ne peut détenir plus de deux procurations.

### **Article 3.5 – Le conseil d'école**

#### **3.5.1 – Dispositions communes aux conseils d'écoles**

##### **3.5.1.1 – Attributions**

Le conseil est l'organe de concertation, d'information et de proposition de l'école. Conformément à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, le conseil rend des avis ou formule des propositions au conseil d'administration sur l'ensemble des sujets relatifs à la vie de l'école et contribue à l'élaboration des choix stratégiques de l'Institut. Il est également habilité à adopter et à décider dans les domaines énumérés à l'article 12 du décret.

Dans le cadre fixé par l'Institut, le conseil d'école :

- 1° fixe la stratégie de l'école, et notamment les orientations de l'école en matière de pédagogie, de formation initiale et continue, de recherche et de valorisation, de partenariat, d'appui à l'enseignement technique agricole dans le cadre des orientations stratégiques de l'Institut,
- 2° décide des créations, modifications ou suppressions de diplômes propres à l'école,
- 3° décide de l'ouverture de formations à des diplômes nationaux en enseignement à distance ; (spécifique l'Institut Agro Dijon pour l'enseignement à distance),
- 4° propose au conseil d'administration les demandes d'accréditation à délivrer des diplômes nationaux dont la formation est assurée par l'école,
- 5° adopte le budget propre intégré de l'école dans la limite des ressources allouées par l'Institut,
- 6° adopte le règlement intérieur de l'école dans le respect des règles fixées par le règlement intérieur,
- 7° adopte et le règlement de scolarités de l'école dans le respect des règles fixées par le règlement des études de l'Institut,
- 8° rend un avis sur la création ou la suppression d'une école,

9° rend un avis sur la modification du siège de l'Institut,

10° rend un avis sur la politique de site,

11° rend un avis sur la répartition des emplois au sein de l'Institut pour ce qui concerne l'école.

12° rend un avis sur le règlement intérieur de l'Institut en tant que ces dispositions concernent l'école conformément aux dispositions des articles 9 et 19 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, et sur l'organisation interne de l'école.

13° rend un avis sur le règlement des études de l'Institut en tant que ces dispositions concernent l'école conformément aux dispositions des articles 9 et 19 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019.

14° formule des propositions et rend un avis sur le contrat d'objectif et de performance et le projet d'établissement en tant qu'il concerne l'école,

15° formule des propositions et rend un avis sur la stratégie de l'enseignement, la politique de l'appui à l'enseignement technique, les créations de diplômes propres à l'établissement,

16 ° formule des propositions et rend un avis sur la stratégie de recherche et d'innovation de l'Institut.

Conformément à l'article 19 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, les points mentionnés au 8° et au 9° ci-dessus ne peuvent être approuvés par le conseil d'administration que sur avis conforme des conseils des écoles.

Il peut proposer, à la majorité des membres présents ou représentés, l'inscription à l'ordre du jour du conseil d'administration, du conseil des enseignants ou du conseil scientifique des points dont il juge nécessaire de débattre au sein de l'instance considérée.

Le conseil d'école peut également émettre un avis sur les caractéristiques des emplois d'enseignant-chercheur de l'école. Le règlement intérieur de l'école précise si cet avis est requis dans le cadre des campagnes emplois.

Conformément au 10° de l'article 22 du décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 des avis ou propositions formulées par le conseil d'administration peuvent lui être déléguées notamment les avis sur les demandes de délégations et les décisions d'éméritats pour les enseignants-chercheurs affectés à l'école.

Le conseil se réunit au moins deux fois par an sur convocation du directeur de l'école qui fixe l'ordre du jour.

#### 3.5.1.2 – Composition

Le conseil d'école comprend entre 24 et 30 membres ainsi répartis :

- a) un ou plusieurs représentants de l'Etat ;
- b) un ou deux représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;
- c) un ou plusieurs présidents d'université ou représentants d'organismes de recherche situés sur l'une des implantations de l'école ;
- d) des personnalités qualifiées extérieures à l'Institut représentatives des professions et des activités éducatives, économiques et de recherche présentant un lien avec les missions de l'école ;
- e) 50% de membres élus dont :
  - des représentants des professeurs et personnels assimilés dont le ou les représentant(s) élu(s) au conseil d'administration de l'Institut au titre de l'école ;
  - des représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants dont le ou les représentant(s) élu(s) au conseil d'administration de l'Institut au titre de l'école ;
  - des représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service et des personnels scientifiques dont le ou les représentant(s) élu(s) au conseil d'administration de l'Institut au titre de l'école ;
  - des représentants des étudiants inscrits à titre principal dans un cursus de l'école dont le ou les représentant(s) élu(s) au conseil d'administration de l'Institut au titre de l'école.

Les personnalités qualifiées sont nommées par le directeur général de l'Institut sur proposition du directeur d'école. A l'exception des membres mentionnés au d), les membres de droit ou nommés peuvent se faire représenter. Les membres élus disposent d'un suppléant.

Conformément à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, le président du conseil d'école dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Les modalités d'élection et d'exercice du mandat du président et du vice-président du conseil d'école figurent à l'article 4.4 du présent règlement intérieur.

Le directeur, le secrétaire général de l'école, le directeur général et le secrétaire général de l'Institut, et l'agent comptable de l'Institut ou son fondé de pouvoir assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'école. Le directeur peut inviter aux réunions du conseil d'école, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

### **3.5.2 – Composition du conseil d'école de l'Institut Agro Rennes-Angers**

Le conseil d'école de l'Institut Agro Rennes-Angers comprend 28 membres ainsi répartis :

- un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- le président directeur général de l'INRAE, ou son représentant ;
- le président de l'université de Rennes 1, ou son représentant ;
- le président de l'université d'Angers, ou son représentant ;
- un représentant du Conseil régional de Bretagne ;
- un représentant du Conseil régional des Pays de la Loire ;
- sept personnalités qualifiées extérieures à l'Institut représentatives des professions et des activités éducatives, économiques et de recherche présentant un lien avec les missions de l'école ;
- quatorze membres élus :
  - trois représentants des professeurs et personnels assimilés, dont leur représentant élu au conseil d'administration au titre de l'école ;
  - trois représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants, dont leurs deux représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école ;
  - quatre représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service et des personnels scientifiques, dont leurs deux représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école ;
  - quatre représentants des étudiants, dont le ou les représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école.

### **3.5.3 – Composition du conseil d'école de l'Institut Agro Montpellier**

Le conseil d'école de l'Institut Agro Montpellier comprend 28 membres ainsi répartis :

- un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- un représentant du ministre chargé des affaires étrangères ;
- le président de l'université de Montpellier, ou son représentant ;
- le président directeur général du Cirad, ou son représentant ;
- le président directeur général de l'INRAE, ou son représentant ;
- un représentant du Conseil régional d'Occitanie ;
- sept personnalités qualifiées extérieures à l'Institut représentatives des professions et des activités éducatives, économiques et de recherche présentant un lien avec les missions de l'école, dont un représentant de l'association des anciens élèves de l'école ;
- quatorze membres élus :
  - trois représentants des professeurs et personnels assimilés, dont leur représentant élu au conseil d'administration au titre de l'école ;
  - trois représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants, dont leurs deux représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école ;
  - quatre représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service et des personnels scientifiques, dont leurs deux représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école ;
  - quatre représentants des étudiants, dont le ou les représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école.

### 3.5.6 – Composition du conseil d'école de l'Institut Agro Dijon

Le conseil d'école de l'Institut Agro Dijon comprend 28 membres ainsi répartis :

- un représentant du ministre chargé de l'agriculture ou son représentant ;
- un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou son représentant ;
- le président de l'université de Bourgogne ou son représentant ;
- le président directeur général de l'INRAE, ou son représentant ;
- deux représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements désignés respectivement par leur organe délibérant ou leurs représentants (le règlement intérieur de l'école précise les collectivités retenues) ;
- huit personnalités qualifiées extérieures à l'Institut, représentatives des professions et des activités économiques, éducatives et de recherche présentant un lien avec les missions de l'Institut.
- quatorze membres élus dont les membres de droit élus au conseil d'administration :
  - Professeurs et personnels assimilés :
    - deux représentants des professeurs relevant du décret n°84-431 du 6 juin 1984 et personnels assimilés ;
    - deux représentants des professeurs relevant du décret du 21 février 1992 susvisé et personnels assimilés ;
  - Maîtres de conférence et personnels assimilés et autres enseignants :
    - deux représentants des maîtres de conférences relevant du décret du 6 juin 1984 susvisé et personnels assimilés ;
    - deux représentants des maîtres de conférences relevant du décret du 21 février 1992 susvisé et personnels assimilés ;
    - un représentant des autres personnels enseignants ;
  - Trois représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service et des personnels scientifiques ;
  - Deux représentants des étudiants dont le ou les représentants élus au conseil d'administration au titre de l'école.

## Article 3.6 – Les commissions mentionnées à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019

### 3.6.1 – La commission des enseignants

La commission des enseignants peut formuler des propositions sur toute question relative aux formations délivrées par l'école.

Elle est notamment consultée sur les caractéristiques des emplois d'enseignant-chercheur.

Conformément à l'article 16 et au 10° de l'article 22 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, certaines compétences et avis peuvent lui être délégués par délibération du conseil des enseignants. Peuvent ainsi lui être déléguées :

- les avis sur les demandes d'accréditation ou sur les projets de création ou de modification de diplômes propres ;
- d'être garant de la bonne organisation du contrôle et de la sanction des études ;
- les propositions d'éméritats pour les enseignants-chercheurs relevant du décret du 21 février 1992 ;
- les avis sur les demandes de détachement, de mutation et de changement de discipline pour les enseignants chercheurs affectés dans l'école pour les enseignants-chercheurs relevant du décret du 21 février 1992 ;
- les avis sur les compositions de jurys de concours dont l'organisation relève de l'école pour les enseignants-chercheurs relevant du décret du 21 février 1992.

La commission des enseignants se réunit au moins deux fois par an. Elle peut demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil des enseignants de tout point dont elle juge nécessaire de débattre.

Les avis et propositions de la commission des enseignants sont transmis au conseil des enseignants de l'Institut ainsi qu'au conseil de l'école.

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission des enseignants comprend au moins 20 membres élus ainsi répartis :

- au moins dix représentants élus des professeurs et personnels assimilés, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école ;
- au moins dix représentants élus des maîtres de conférences et des autres enseignants, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école.

#### **3.6.1.1 – La Commission des enseignants de l'Institut Agro Rennes-Angers :**

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission des enseignants comprend 50 membres élus ainsi répartis :

- 25 représentants élus des professeurs et personnels assimilés, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école ;
- 25 représentants élus des maîtres de conférences et des autres enseignants, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école.

La répartition des deux collèges entre les deux campus est fixée par le règlement intérieur de l'école.

#### **3.6.1.2 La Commission des enseignants de l'Institut Agro Montpellier :**

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission des enseignants comprend 20 membres élus ainsi répartis :

- dix représentants des professeurs et personnels assimilés élus, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école ;
- dix représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants élus, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école.

#### **3.6.1.3 – La Commission des enseignants de l'Institut Agro Dijon :**

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission des enseignants comprend 20 membres élus ainsi répartis :

- dix représentants des professeurs et personnels assimilés élus, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école ;
- dix représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants élus, dont leurs quatre représentants élus au conseil des enseignants de l'Institut au titre de l'école.

#### **3.6.2 – La commission de la recherche et de l'innovation**

La commission de la recherche et de l'innovation est consultée ou peut formuler des propositions sur toute question relative aux activités de recherche de l'école. Elle peut aussi formuler des avis ou être consultée sur les questions générales de politique scientifique de l'Institut, en amont du conseil scientifique.

Elle est notamment consultée sur les caractéristiques des emplois d'enseignant-chercheur.

Conformément à l'article 14 et au 10° de l'article 22 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, certaines compétences peuvent lui être déléguées par délibération du conseil scientifique.

Peuvent ainsi lui être déléguées :

- la consultation sur la répartition des crédits budgétaires de recherche, sur la création ou la transformation d'unités de recherche et sur toute question relative aux formations ;
- le lien entre la recherche et l'enseignement ;
- l'avis sur les demandes d'éméritats, de congés de recherche ou de conversion et de changement de discipline pour les enseignants chercheurs affectés à l'école pour les enseignants-chercheurs relevant du décret du 21 février 1992.

Les avis et propositions de la commission de la recherche et de l'innovation sont transmis au conseil scientifique de l'Institut ainsi qu'au conseil de l'école. Elle peut demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil scientifique de tout point dont elle juge nécessaire de débattre.



La commission de la recherche et de l'innovation élit son président, en son sein, parmi les personnalités extérieures.

La commission de la recherche et de l'innovation se réunit au moins deux fois par an.

La commission de la recherche et de l'innovation comprend dix-sept membres :

Composition pour l'Institut Agro Rennes-Angers et l'Institut Agro Montpellier :

- le directeur de l'école ou son représentant ;
- huit personnalités extérieures à l'Institut, comprenant autant de femmes que d'hommes, désignées par le directeur de l'école en raison de leur compétence scientifique ou professionnelle ;
- deux représentants élus des professeurs et personnels assimilés, dont leur représentant élu au conseil scientifique de l'Institut au titre de l'école ;
- deux représentants élus des maîtres de conférences et assimilés et des autres enseignants, dont leur représentant élu au conseil scientifique de l'Institut au titre de l'école ;
- deux représentants élus des personnels ingénieurs, assistants ingénieurs et techniciens, dont leur représentant élu au conseil scientifique de l'Institut au titre de l'école ;
- deux représentants élus des étudiants préparant un doctorat sous la responsabilité d'un directeur de thèse de l'école et dans une unité de recherche relevant de l'Institut au sens de l'article L. 313-1 du code de la recherche dont leur représentant élu au conseil scientifique de l'Institut au titre de l'école.

Composition pour l'Institut Agro Dijon :

- le directeur de l'école ou son représentant ;
- huit personnalités extérieures à l'Institut, comprenant autant de femmes que d'hommes, désignées par le directeur de l'école en raison de leur compétence scientifique ou professionnelle ;
- huit membres élus dont les membres de droit élus au conseil scientifique :
  - Professeurs et personnels assimilés :
    - un représentant élu des professeurs relevant du décret du 6 juin 1984 susvisé et personnels assimilés ;
    - un représentant élu des professeurs relevant du décret du 21 février 1992 susvisé et personnels assimilés ;
  - Maîtres de conférence et personnels assimilés
    - un représentant élu des maîtres de conférences relevant du décret du 6 juin 1984 susvisé et personnels assimilés ;
    - un représentant élu des maîtres de conférences relevant du décret du 21 février 1992 susvisé et personnels assimilés ;
  - Deux représentants élus des personnels ingénieurs, assistants ingénieurs et techniciens et des autres enseignants ;
  - Deux représentants élus des étudiants préparant un doctorat sous la responsabilité d'un directeur de thèse de l'école et dans une unité de recherche relevant de l'Institut au sens de l'article L. 313-1 du code de la recherche dont leur représentant élu au conseil scientifique de l'Institut au titre de l'école.

### **3.6.3 – La commission de l'enseignement et de la vie étudiante**

La commission de l'enseignement et de la vie étudiante est consultée sur les orientations des enseignements, sur le règlement des études, le règlement de scolarité de l'école, ainsi que sur les programmes et les modalités de contrôle des études.

Conformément à l'article 16 du décret du 26 décembre 2019, certaines compétences peuvent lui être déléguées par délibération du conseil des enseignants. Peuvent lui être déléguées :

- les propositions sur les mesures de nature à permettre l'orientation des étudiants, leur entrée dans la vie active, et à favoriser les activités culturelles, sociales ou associatives qui leur sont offertes,



- les propositions d'améliorations à apporter aux conditions de vie, de sécurité et de travail et les mesures relatives aux activités de soutien aux œuvres sociales, aux services médicaux et sociaux, aux bibliothèques et aux centres de documentation.

Les avis et propositions de la commission de l'enseignement et de la vie étudiante sont transmis au conseil de l'école et au conseil des enseignants de l'Institut pour ce qui le concerne.

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission de l'enseignement et de la vie étudiante comprend jusqu'à 25 membres, dont 16 à 20 membres élus :

- trois à quatre représentants des professeurs et personnels assimilés élus ;
- trois à quatre représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants élus ;
- deux à quatre représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service élus ;
- huit représentants des étudiants élus inscrits dans l'Institut ;

Le directeur de l'école peut désigner jusqu'à quatre personnalités qualifiées représentants le monde professionnel, un établissement d'enseignement supérieur ou un établissement d'enseignement technique relevant du ministre chargé de l'agriculture.

Le directeur général de l'Institut, ou son représentant, peut être invité avec voix consultative. La commission de l'enseignement et de la vie étudiante se réunit au moins deux fois par an.

#### **3.6.3.1 – La Commission de l'enseignement et de la vie étudiante de l'Institut Agro Rennes-Angers :**

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission de l'enseignement et de la vie étudiante comprend 16 membres ainsi répartis :

- 3 représentants des professeurs et personnels assimilés élus ;
- 3 représentants des maîtres de conférences et des autres enseignants élus ;
- 2 représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service élus
- 8 représentants des étudiants élus

La répartition des quatre collèges entre les deux campus est fixée par le règlement intérieur de l'école.

#### **3.6.3.2 – La Commission de l'enseignement et de la vie étudiante de l'Institut Agro Montpellier :**

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission de l'enseignement et de la vie étudiante comprend 16 membres ainsi répartis :

- 3 représentants élus des professeurs et personnels assimilés ;
- 3 représentants élus des maîtres de conférences et des autres enseignants ;
- 2 représentants élus des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service
- 8 représentants élus des étudiants

#### **3.6.3.3 – La Commission de l'enseignement et de la vie étudiante de l'Institut Agro Dijon :**

Outre le directeur d'école, ou son représentant, qui la préside, la commission de l'enseignement et de la vie étudiante comprend 24 membres ainsi répartis :

- quatre personnalités désignées par le conseil d'école dont deux représentants le monde professionnel, une représentant l'université de Bourgogne et une représentant un établissement d'enseignement supérieur ou d'enseignement technique relevant du ministre chargé de l'agriculture ;
- vingt membres élus :
  - deux représentants élus des professeurs relevant du décret du 6 juin 1984 susvisé et personnels assimilés ;
  - deux représentants élus des professeurs relevant du décret du 21 février 1992 susvisé et personnels assimilés ;
  - deux représentants élus des maîtres de conférences relevant du décret du 6 juin 1984 susvisé et personnels assimilés ;

- deux représentants élus des maîtres de conférences relevant du décret du 21 février 1992 susvisé et personnels assimilés ;
- un représentant élu des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement et des autres personnels enseignants ;
- trois représentants élus des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service ;
- huit représentants élus des étudiants.

La commission de l'enseignement et de la vie étudiante se réunit au moins deux fois par an.

#### **Article 3.6.4 – Commission des enseignants-chercheurs relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur de l'Institut Agro Dijon**

Conformément à l'article 16-1 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, une commission des enseignants-chercheurs relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur est constituée pour l'école l'Institut Agro Dijon pour exercer les compétences dévolues par le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences au conseil académique, au conseil d'administration en formation restreinte et au conseil scientifique.

La commission comprend :

- 4 représentants élus des professeurs relevant du décret du 6 juin 1984,
- 4 représentants élus des maîtres de conférences relevant du décret du 6 juin 1984,
- 3 enseignants-chercheurs externes à l'Institut, deux professeurs et un maître de conférence relevant du décret du 6 juin 1984, désignés par le directeur d'école.

Les élections ont lieu au scrutin uninominal majoritaire à 2 tours.

Les membres élus ou désignés le sont pour une durée de quatre ans à compter de la date de la première réunion suivant leur désignation. Leur mandat est renouvelable. Les membres élus disposent d'un suppléant. Le mandat des membres prend fin lorsqu'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été élus ou nommés. En cas de vacance d'un siège pour quelque cause que ce soit, le membre sortant est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat en cours. En l'absence de suppléant, un autre membre est nommé ou élu dans les mêmes conditions pour la durée restante du mandat en cours.

Tout membre empêché d'assister à tout ou partie d'une séance peut donner procuration à un autre membre. Toutefois, les membres élus sont représentés par leur suppléant et ne donnent procuration qu'en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Aucun membre ne peut détenir plus de deux procurations.

La commission élit son président parmi les membres élus.

Le directeur de l'école, ou son représentant, assiste aux réunions avec voix consultative.

La commission se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président qui fixe l'ordre du jour.

#### **Article 3.7 – Dispositions communes au conseil d'école et aux commissions mentionnées à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019**

Le secrétaire général de l'école, ou son représentant, assiste aux réunions du conseil d'école et des commissions mentionnées à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 avec voix consultative. Le directeur de l'école peut inviter aux réunions du conseil d'école, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Sont électeurs et éligibles au conseil d'école et aux commissions mentionnées à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 :

- les personnels exerçant à titre principal leurs fonctions au sein de l'école ;
- les étudiants inscrits à titre principal à une formation de l'école et les étudiants préparant un doctorat sous la responsabilité d'un directeur de thèse de l'Institut et dans une unité de recherche relevant de l'Institut au sens de l'article L. 313-1 du code de la recherche

### **TITRE III – COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE L'APPUI A L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE**

Outre le directeur général de l'Institut, ou son représentant, qui le préside, le conseil comprend 23 membres :

- un représentant de la direction générale de l'enseignement et de la recherche en charge de l'enseignement agricole technique ;
- un représentant de chaque école désigné par le directeur d'école, choisi parmi les agents investis sur la mission d'appui ;
- les directeurs de l'ENSFEA et de la Bergerie nationale, ou leurs représentants, au titre de leur rôle dans le DNA ou dans la formation des cadres de l'EAT ;
- un enseignant-chercheur de chaque école, désigné par le directeur de l'école ;
- 6 représentants élus des personnels affectés à l'appui dont 3 représentants pour l'Institut Agro Dijon, 2 représentants pour l'Institut Agro Montpellier et 1 représentant pour l'Institut Agro Rennes-Angers ;
- un représentant de l'association des Directeurs et Directeurs adjoints D'EPLEFPA ;
- 3 représentants des Fédérations de l'enseignement agricole privé (CNEAP, UNREP, UNMFREO) ;
- un représentant du groupement des DRAAF ;
- un représentant de l'inspection de l'enseignement agricole ;
- 2 personnalités extérieures à l'Institut désignées par le directeur général, choisies pour leur expertise sur les questions d'accompagnement, d'innovation, de recherche en sciences de l'éducation.

Les représentants sont désignés en veillant à l'équilibre femmes / hommes.

Les responsables des entités en charge de l'appui dans les écoles ainsi que le directeur de la DFPPO de l'Institut Agro Dijon (direction des relations avec les entreprises et de la formation professionnelle) assistent aux réunions avec voix consultative.

Le conseil se réunit au moins deux fois par an sur convocation du directeur général de l'Institut qui fixe l'ordre du jour. Les membres du conseil élus ou désignés le sont pour une durée de quatre ans à compter de la date de leur première réunion suivant leur désignation. Les membres élus disposent d'un suppléant. Le mandat des membres prend fin lorsqu'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été élus ou nommés. En cas de vacance d'un siège pour quelque cause que ce soit, le membre sortant est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat en cours. En l'absence de suppléant, un autre membre est nommé ou élu dans les mêmes conditions pour la durée restante du mandat en cours.

Dès lors que toutes les instances de l'Institut sont renouvelées, il est également procédé au renouvellement du conseil de l'appui à l'enseignement technique agricole.

Tout membre empêché d'assister à tout ou partie d'une séance peut donner procuration à un autre membre. Toutefois, les membres élus sont représentés par leur suppléant et ne donnent procuration qu'en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Aucun membre ne peut détenir plus de deux procurations.

Le directeur général de l'Institut peut inviter aux séances toute personne dont il juge la présence utile (représentants de réseaux de la DGER, ACTA...).

Les 6 représentants des personnels affectés à l'appui sont élus pour quatre ans conformément aux dispositions de l'article 7. Tout candidat se présente avec un suppléant.

Les avis et propositions du conseil de l'appui à l'enseignement technique agricole sont transmis au conseil d'administration de l'Institut.

## **TITRE IV – DISPOSITIONS COMMUNES AUX INSTANCES DE L'INSTITUT ET DES ECOLES**

### **Article 4 – Organisation des réunions des instances**

Sont régis par le présent titre :

- les trois conseils de l'Institut (conseil d'administration, conseil scientifique, conseil des enseignants) ;
- les conseils d'école et les commissions mentionnées aux articles 7 et 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019.
- la commission des enseignants-chercheurs relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur de l'Institut Agro Dijon
- le conseil de l'appui à l'enseignement technique agricole

#### **Article 4.1 – Convocation des réunions**

L'ordre du jour des réunions et les documents s'y rapportant sont communiqués aux membres des conseils au moins huit jours à l'avance par voie électronique.

#### **Article 4.2 – Participation aux réunions**

Conformément à l'article 19 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 :

- Sauf en matière budgétaire, le conseil d'administration, le conseil scientifique et le conseil des enseignants ne peuvent valablement délibérer que si la moitié de leurs membres en exercice sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, ils sont à nouveau convoqués dans un délai maximum de quinze jours, avec le même ordre du jour, et peuvent alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents.
- Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Toutefois, les délibérations prévues aux articles 1er et 6 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 sont adoptées après avis conforme des conseils des écoles et les délibérations prévues aux 1° et au 2° de l'article 9 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 sont adoptées, en tant qu'elles les concernent, après avis des conseils des écoles.

Conformément à l'article 21 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, les membres des conseils exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, leurs frais de séjour et de déplacement sont remboursés dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat.

En application de l'article 4, les dispositions ci-dessus sont étendues aux conseil et commissions qui y sont mentionnés.

La règle de quorum spécifique pour les délibérations du conseil d'administration en matière budgétaire n'est pas applicable aux conseils d'écoles.

Les votes sont publics soit à main levée soit grâce à l'appui d'un outil de vote permettant également la prise en charge du vote à bulletin secret. Cependant le vote s'effectue à bulletin secret lorsque la délibération concerne une personne physique ou à la demande d'un membre du conseil.

#### **Article 4.3 – Consultation des conseils et commissions par voie électronique**

Le recours à une procédure exceptionnelle de consultation par voie électronique peut être décidé par son président lorsque l'urgence ne permet pas d'attendre la prochaine réunion du conseil considéré. Cette procédure est régie par le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial, sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après.

Dans ce cas, la direction générale adresse aux membres titulaires du conseil un message électronique contenant les éléments suivants :

- la justification du caractère urgent de la délibération ;
- les attendus de la délibération ;
- la délibération proposée ;

- le délai imparti à chaque conseiller pour exprimer son vote, ce délai ne pouvant être inférieur à sept jours calendaires.

Pendant le délai mentionné ci-dessus, chaque conseiller a la possibilité de faire part de ses observations et avis à l'ensemble des membres du conseil.

Les observations, avis et votes doivent obligatoirement être exprimés par voie électronique. Les conseillers qui souhaitent que leurs votes soient enregistrés parmi les abstentions doivent impérativement s'exprimer en ce sens, à défaut ils seront considérés comme n'ayant pas participé au vote, c'est-à-dire qu'ils seront considérés comme étant absents pour l'établissement du quorum. Les conseillers qui exprimeront leur vote en dehors du délai imparti seront également considérés comme n'ayant pas participé au vote.

Lorsque la délibération proposée exige un vote secret soit en application d'une disposition législative ou réglementaire, soit lorsque la délibération concerne une personne physique, soit à la demande d'au moins un membre de l'instance, un dispositif électronique garantissant l'anonymat des votes est mis en place.

A l'issue du délai imparti, la direction générale informe par voie électronique les membres du conseil des résultats de la délibération qui entre en vigueur immédiatement ou, le cas échéant, dans les délais et conditions fixés par l'article L. 719-7 du code de l'éducation.

Le point ayant fait l'objet de la consultation électronique est inscrit, pour information, à l'ordre du jour de la première réunion du conseil suivant cette consultation, l'ensemble des observations et avis étant annexé au dossier de ladite réunion.

#### **Article 4.4 – Modalités d'élection et d'exercice du mandat des présidents et vice-présidents du conseil d'administration et des conseils d'école**

Conformément à l'article 8 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, le conseil d'administration élit son président et son vice-président, en son sein, parmi les personnalités qualifiées représentatives des professions et des activités éducatives, économiques et de recherche présentant un lien avec les missions de l'Institut.

Les présidents et vice-présidents des conseils d'école sont élus en leur sein parmi les personnalités qualifiées extérieures à l'Institut représentatives des professions et des activités éducatives, économiques et de recherche présentant un lien avec les missions de l'école.

Les présidents et vice-présidents du conseil d'administration et des conseils d'école sont élus dans les conditions suivantes :

a) En cas de pluralité de candidatures, l'élection est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour. Le cas échéant, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix participent à un second tour lors duquel l'élection est acquise à la majorité simple des suffrages exprimés, en cas de partage égal des voix le doyen d'âge est élu.

b) En cas de candidature unique, l'élection est acquise à la majorité simple des suffrages exprimés.

L'élection des présidents et vice-présidents du conseil d'administration et des conseils d'école a lieu à bulletin secret. Les candidatures doivent être respectivement adressées au directeur général de l'Institut et au directeur d'école au moins quinze jours avant l'élection.

Les mandats des présidents et vice-présidents du conseil d'administration et des conseils d'école sont renouvelables, ils prennent fin à l'expiration du mandat du conseil considéré.

Au sein de chaque conseil, le vice-président supplée le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

En cas de démission ou d'empêchement définitif du président ou du vice-président d'un conseil, l'élection d'un nouveau président ou vice-président, pour la durée du mandat restant à courir, est organisée lors de la première réunion dudit conseil suivant la survenance de la démission ou de l'empêchement.

En cas d'absence ou d'empêchement temporaire concomitant de son président et de son vice-président, le conseil est temporairement présidé par le représentant du ministre chargé de l'agriculture.

Le conseil d'administration et les conseils d'école chargés d'élire leurs présidents sont convoqués respectivement par le directeur général de l'Institut et par le directeur d'école, ils sont présidés, jusqu'à ce que l'élection de leur nouveau président soit acquise, par le représentant du ministre chargé de l'agriculture.

#### **Article 4.5 – Facilités accordées aux membres élus des instances**

Les facilités suivantes sont accordées aux membres élus du conseil d'administration, du conseil scientifique et du conseil des enseignants de l'Institut, et du conseil de l'appui à l'enseignement technique agricole afin de permettre la tenue de réunions préparatoires de ces conseils entre les représentants élus des écoles :

- 1° Des autorisations accordées par le directeur général pour participer à ces réunions ;
- 2° La mise à disposition de locaux au siège de l'Institut pour ces réunions ou, le cas échéant, des moyens de réunions par visioconférence ;
- 3° La prise en charge des frais de déplacement liés à ces réunions.

Des facilités peuvent être également accordées aux élus des instances des écoles énumérées à l'article 12 du décret statutaire par les règlements intérieurs des écoles.

### **TITRE V– AUTRES INSTANCES**

#### **Article 5 - Commission consultative paritaire des personnels contractuels**

Conformément au décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, l'Institut comprend dans chaque école une commission consultative paritaire des personnels contractuels. Les personnels contractuels relèvent de la commission consultative paritaire de l'école dans laquelle ils sont affectés. Les personnels contractuels de l'Institut affectés en dehors d'une école relèvent de la commission paritaire d'école la plus proche du lieu de leur affectation.

#### **Article 6 – Commissions diverses**

##### **Article 6.1 – Commission de contrôle des opérations électorales**

La commission de contrôle des opérations électorales de l'Institut est composée comme suit :

- 2 représentants titulaires, ou leurs suppléants, du personnel enseignant,
- 2 représentants, ou leurs suppléants, des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service et des personnels scientifiques.

Le conseil d'administration désigne les membres de la commission, son président et ses trois assesseurs.

##### **Article 6.2 - Commission Primes de charges administratives**

En application de l'article 3 du décret n° 93-597 du 26 mars 1993 instituant une prime de charges administratives en faveur de certains personnels de l'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'agriculture, une commission devant donner un avis sur les décisions individuelles d'attribution de la prime de charges administratives est institué dans chaque école dans les conditions prévues au présent article.

La commission est animée par le directeur d'école ou son représentant.

Pour composer la commission, chaque département en charge de formation propose parmi les enseignants-chercheurs rattachés au département :

- un représentant titulaire et un représentant suppléant des professeurs ;
- un représentant titulaire et un représentant suppléant des maîtres de conférences.

La proposition de composition de la commission est approuvée par le conseil de l'école.

##### **Article 6.3 – Commission permanente du Conseil des enseignants**

Au sein de chaque école, une commission permanente du conseil des enseignants est consultée, dans les conditions prévues par le décret n° 92-171 du 21 février 1992 sur les dossiers de titularisation, ainsi que sur les demandes de mutations et de détachement des enseignants-chercheurs de l'école considérée.

Elle est composée comme suit :

- trois professeurs, ou leurs suppléants relevant du décret n° 92-171 du 21 février 1992 ;
- trois maîtres de conférences, ou leurs suppléants relevant du décret n° 92-171 du 21 février 1992.

Les membres de la commission et leurs suppléants sont élus au sein du conseil des enseignants par leurs collègues respectifs par et parmi les professeurs et les maîtres de conférence de l'école considérée.

Lorsqu'elle est amenée à se prononcer sur la situation d'un professeur, la commission se réunit en formation restreinte aux professeurs.

#### **Article 6.4 – Commission Finance et emploi**

Le conseil d'administration désigne en son sein, parmi les représentants titulaires ou suppléants des personnels et des étudiants, une commission « Finance et emploi » chargée de l'éclairer sur les aspects budgétaires qui relèvent de sa responsabilité et sur la politique de l'emploi de l'Institut.

Chaque conseil école peut instituer une commission « Finance et emploi », chargée de l'éclairer sur les aspects budgétaires qui relèvent de sa responsabilité et sur la politique de l'emploi de l'école. Les membres sont désignés par le conseil d'école en son sein parmi les représentants titulaires ou suppléants des personnels et des étudiants.

#### **Article 6.5 – Modalités de réunions des commissions**

Les commissions mentionnées à l'article 12 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 se réunissent en présence.

Lorsque les circonstances le justifient les réunions peuvent être organisées par des moyens de visioconférence ou de communication électronique. Pour les mêmes raisons, ces modalités peuvent être également appliquées à certains membres.

En cas d'urgence, les commissions peuvent être consultées par voie électronique dans les conditions présentées à l'article 4.3 du titre IV.

### **TITRE VI – REGIME ELECTORAL**

#### **Article 7 - Modalités d'élection**

Conformément à l'article 17 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, les élections aux différents conseils et commissions prévus par le présent règlement ont lieu au scrutin de liste à un tour, sans panachage ni vote préférentiel, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle de la plus forte moyenne. Toutefois, les élections des membres du conseil des enseignants, des commissions des enseignants et les élections visant à pourvoir un seul siège ont lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Dans l'objectif de favoriser la participation au scrutin, les élections des représentants des étudiants ont lieu au cours du dernier semestre de l'année civile, leur mandat restant toutefois synchronisé avec celui des représentants des personnels.

Sur décision du directeur général, les élections aux différents conseils et commissions de l'Institut et des écoles peuvent se dérouler par vote électronique, dans les conditions fixées par le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011.

#### **Article 8 - Circonscriptions électorales pour les élections aux conseils d'Institut**

Conformément à l'article 22 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, les circonscriptions électorales et le nombre de sièges qui leurs sont attribués sont fixés afin d'assurer une représentation équilibrée des personnels et des étudiants de l'Institut et de ses écoles au sein des différents conseils.

Les circonscriptions électorales correspondent au périmètre de chaque école.

Chaque personnel dépend de la circonscription électorale de l'école dans laquelle il est affecté.



Les personnels qui ne sont pas affectés dans une école dépendent de la circonscription électorale de l'école la plus proche de leur lieu d'affectation.

Chaque étudiant dépend de la circonscription électorale de l'école dans laquelle il est inscrit à titre principal ou dans laquelle il prépare un doctorat sous la responsabilité d'un directeur de thèse de l'école et dans une unité de recherche relevant de l'école au sens de l'article L. 313-1 du code de la recherche.

### Article 8.1 - Circonscriptions électorales pour les élections au conseil d'administration

Les circonscriptions électorales pour les élections au conseil d'administration sont fixées comme suit :

Circonscription électorale	Professeurs et personnels assimilés	Maîtres de conférences et autres enseignants	Personnels AITOS	Etudiants	Total
l'Institut Agro Rennes-Angers	1 siège	2 sièges	2 sièges	1 ou 2 siège (s)	6 ou 7
l'Institut Agro Montpellier	1 siège	2 sièges	2 sièges	1 ou 2 siège (s)	6 ou 7
l'Institut Agro Dijon	1 siège	2 sièges	2 sièges	1 ou 2 siège (s)	6 ou 7

Pour le collège des étudiants, un quatrième siège est attribué pour chaque mandat (d'une durée de un an) à une école différente dans l'ordre suivant : l'Institut Agro Rennes-Angers, puis à l'Institut Agro Montpellier, puis à l'Institut Agro Dijon.

### Article 8.2 - Circonscriptions électorales pour les élections au conseil scientifique

Les circonscriptions électorales pour les élections au conseil scientifique sont fixées comme suit :

Circonscription électorale	Professeurs et personnels assimilés	Maîtres de conférences et autres enseignants	Personnels IAIT	Doctorants	Total
l'Institut Agro Rennes-Angers	1 siège	1 siège	1 siège	1 siège	4 sièges
l'Institut Agro Montpellier	1 siège	1 siège	1 siège	1 siège	4 sièges
l'Institut Agro Dijon	1 siège	1 siège	1 siège	1 siège	4 sièges

### Article 8.3 - Circonscriptions électorales pour les élections au conseil des enseignants

Les circonscriptions électorales pour les élections au conseil de enseignants sont fixées comme suit :

Circonscription électorale	Professeurs et personnels assimilés	Maîtres de conférences et autres enseignants	Total
l'Institut Agro Rennes-Angers	4 sièges	4 sièges	8 sièges
l'Institut Agro Montpellier	4 sièges	4 sièges	8 sièges
l'Institut Agro Dijon	4 sièges	4 sièges	8 sièges

**Article 9 - Sections disciplinaires**

La composition et les attributions des sections disciplinaires compétentes en premier ressort à l'égard des enseignants-chercheurs, des personnels exerçant des fonctions d'enseignement et des usagers sont définies par les articles R812-24-1 à R812-24-39 du code rural et de la pêche maritime. Conformément à l'article R812-24-39-1 de ce code, chaque école comprend une section disciplinaire compétente à l'égard des usagers.

Conformément à l'article 16-1 du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, la commission constituée d'enseignants-chercheurs relevant du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 pour l'école l'Institut Agro Dijon constitue en son sein une section, comprenant les deux collèges énumérés aux 1° et 2° de l'article R. 712-13 du code de l'éducation, chargée d'exercer à l'égard de ces personnels le pouvoir disciplinaire prévu par l'article L. 712-6-2 de ce même code et les textes pris pour son application.

**TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES****Article 10 - Publicité**

Les délibérations du conseil d'administration et les décisions du directeur général de l'Institut sont publiées par des moyens de communication appropriés.

Les avis et délibérations des conseils des écoles et les décisions des directeurs d'école sont publiés sur le site internet de l'école concernée.

Les délibérations ou les comptes rendus relatifs à la situation d'une personne physique ne sont pas publiés.

**Article 11 : Modalités de dialogues de gestion entre l'Institut et ses écoles**

Le dialogue de gestion entre l'Institut et ses écoles est l'ensemble des processus d'échange qui permet de définir les objectifs assignés et les moyens (humains et financiers) mobilisés au profit des écoles. Ces moyens sont inscrits au titre des Budgets Propres Intégrés des écoles dans le Budget Initial présenté à la validation du Conseil d'Administration.

Il est mené au cours de l'année (n) et conduit à l'élaboration du budget initial (n+1).

Le dialogue de gestion est ouvert par une note de cadrage adressée par la directrice générale aux directeurs d'écoles qui notamment rappelle les enjeux stratégiques, fixe les niveaux de performance attendus et définit les grandes orientations en matière de gestion pour l'exercice (n+1). Cette note est préalablement discutée en CODIR Institut.

Sur la base de cette note, les écoles proposent une répartition des moyens qui feront l'objet d'échanges et d'arbitrage avec l'Institut.

Le Budget Initial (n+1) avec les projets de Budgets Propres Intégrés des écoles est présenté en CODIR Institut avant d'être soumis à la validation du Conseil d'Administration.

Ce dialogue de gestion entre l'Institut et ses écoles s'inscrit lui-même dans le cadre du dialogue de gestion conduit avec le ministère.

**TITRE VII – DISPOSITIONS TRANSITOIRES****Article 12 – Commissions et comités transitoires des écoles**

Dans l'attente de l'installation des commissions et comités réglementaires, les commissions et comités transitoires mentionnés aux articles 12.1 et 12.2 ci-après peuvent être mises en place au sein d'une nouvelle école.

Ces instances consultatives transitoires sont constituées à partir des conseils et comités en exercice dans chaque établissement avant la publication du décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019, elles débattent et donnent des avis sur les sujets qui entraînent dans la compétence desdits conseils et comités.

Ces instances consultatives sont réunies en tant que de besoin à l'initiative du directeur de l'école, qui les préside, ou sur demande d'au moins la moitié de leurs membres.

#### **Article 12.1 – Commissions transitoires**

Les conseils et commissions transitoires suivants sont constitués à l'Institut Agro Dijon :

- a) un conseil d'école transitoire composé des membres du conseil d'administration en place ;
- b) une commission transitoire des enseignants, composée des membres du conseil des enseignants en place ;
- c) une commission transitoire de l'enseignement et de la vie étudiante composée des membres du conseil l'enseignement et de la vie étudiante en place ;
- d) une commission transitoire de la recherche et de l'innovation composée de membres du conseil scientifique en place
- e) une commission transitoire de l'appui composée de membres du conseil des ressources et de l'ingénierie en place.

#### **Article 12.2 – Comités transitoires d'école**

Jusqu'à l'installation des comités sociaux d'administration prévu à l'article 4 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique les comités transitoires suivants peuvent être mis en place dans chaque école :

- a) un comité technique transitoire d'école composé des membres du comité technique en place dans chaque établissement avant sa transformation en l'école considérée ;
- b) un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail transitoire d'école composé des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en place dans chaque établissement avant sa transformation en l'école considérée.

#### **Article 13 – Comité technique transitoire de l'Institut**

Jusqu'à l'installation des comités sociaux d'administration prévu à l'article 4 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique un comité technique transitoire de l'Institut est mis en place, ce comité est composé de 15 membres titulaires et de 15 membres suppléants.

Les membres du comité technique transitoire d'établissement sont désignés à parité par chaque comité technique transitoire d'école.

Le comité technique transitoire de l'Institut est réuni en tant que de besoin à l'initiative du directeur général de l'Institut – ou à défaut de l'administrateur provisoire -, qui le préside, ou sur demande d'au moins la moitié de ses membres.